

NATIONS UNIES

Assemblée générale

CINQUANTE ET UNIÈME SESSION

Documents officiels

COMMISSION DES QUESTIONS POLITIQUES
SPÉCIALES ET DE LA DÉCOLONISATION
(QUATRIÈME COMMISSION)

23e séance
tenue le
vendredi 14 mars 1997
à 15 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 23e SÉANCE

Président : M. KITTIKHOUN (République démocratique populaire lao)

SOMMAIRE

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

POINT 19 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR L'OCTROI DE
L'INDÉPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX (suite)

ACHÈVEMENT DES TRAVAUX DE LA COMMISSION

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0794, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE
A/C.4/51/SR.23
28 juillet 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

La séance est ouverte à 15 h 50.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

1. L'ordre du jour est adopté.

POINT 19 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDÉPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX (suite) [A/51/23 (Part VI), A/C.4/51/L.11 et A/C.4/51/8]

Rapport du Président présenté à l'issue de consultations officieuses sur le projet de résolution publié sous la cote A/51/23 (Part VI) et sur les amendements y relatifs publiés sous la cote A/C.4/51/L.11 (A/C.4/51/8)

2. Le PRÉSIDENT déclare qu'après deux mois de négociations intensives, les parties sont parvenues à un consensus au sujet du projet de résolution concernant les questions d'Anguilla, des Bermudes, de Guam, des îles Caïmanes, des îles Turques et Caïques, des îles Vierges américaines, des îles Vierges britanniques, de Montserrat, de Pitcairn, de Sainte-Hélène, des Samoa américaines et des Tokélaou, qui figure au paragraphe 17 du document A/51/23 (Part VI). Il remercie de son aide le Président de l'Assemblée générale et exprime sa reconnaissance au Président et aux membres du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, les États-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni pour leur coopération, leur bonne volonté et leurs efforts. Les délibérations ont démontré que toutes les parties avaient le désir de parvenir à un compromis en vue de permettre à l'ONU d'atteindre l'objectif que s'est fixé l'Organisation d'éliminer le colonialisme d'ici à l'an 2000. Le Président de la Commission appelle l'attention sur son rapport (A/C.4/51/8), qui contient les amendements au projet de résolution figurant au paragraphe 17 du document A/51/23 (Part VI). Ces amendements sont le fruit d'un accord et d'un compromis entre le Comité spécial et les Puissances administrantes.

3. Les amendements (A/C.4/51/8) et le projet de résolution figurant au paragraphe 17 du document A/51/23 (Part VI) ainsi modifié sont adoptés sans être mis aux voix.

4. M. SAMANA (Papouasie-Nouvelle-Guinée), prenant la parole en qualité de Président du Comité spécial, remercie le Président de la Commission d'avoir présidé aux consultations officieuses. Bien que des différences fondamentales persistent, le projet de résolution qui vient d'être adopté reflète un esprit de coopération et de bonne volonté qui fournit un cadre pour la poursuite du dialogue et de la coopération entre les Puissances administrantes et le Comité spécial.

5. Le principal souci du Comité spécial est d'assurer que la situation des territoires non autonomes restants, en tant que territoires coloniaux, ne soit pas définie de manière à porter atteinte aux droits de leurs peuples, y compris le droit de déterminer leur statut politique extérieur. Le Comité spécial se félicite de pouvoir coopérer avec les Puissances administrantes afin de traiter des questions sensibles et critiques qui restent en suspens, en vue d'établir une démarche pratique pour mettre en oeuvre dans un délai donné la Décennie internationale de l'élimination du colonialisme.

/...

6. L'étape suivante consistera à observer attentivement l'évolution constitutionnelle de ces territoires afin de permettre à l'ONU, par la voie de ses divers organes, de mettre en oeuvre le processus de décolonisation en coopération avec les Puissances administrantes. Le Comité spécial espère que les Puissances administrantes autoriseront les visites menées par des missions de l'ONU dans certains des territoires, en réponse à des requêtes de dirigeants et de représentants élus de ces territoires, et qu'elles permettront à l'ONU d'observer et d'analyser les événements qui s'y déroulent.

7. M. MARRERO (États-Unis d'Amérique) remercie de leurs efforts le Président de la Commission, le Président de l'Assemblée générale et l'autre Puissance administrante, le Royaume-Uni, et il assure la Commission que sa délégation continuera de faire preuve de bonne volonté pendant la prochaine phase du processus de négociation.

8. M. ARKWRIGHT (Royaume-Uni) déclare que sa délégation se félicite de l'adoption sans vote du rapport du Président et en particulier du fait que le Comité spécial ait accepté les réalités qui existent dans les territoires concernés et se soit révélé capable de se démarquer du discours de la guerre froide. Il remercie le Président de la Commission du rôle qu'il a joué dans les négociations longues et complexes et il précise que sa délégation abordera la phase suivante des négociations avec ouverture d'esprit.

9. M. SAMADI (République islamique d'Iran), dont la délégation a participé aux négociations, déclare qu'il n'est pas entièrement satisfait de l'issue des consultations, mais qu'il s'est joint au consensus étant entendu que les Puissances administrantes coopéreront avec le Comité spécial en participant officiellement à ses travaux et en permettant aux missions de visite de l'ONU d'examiner la situation dans les territoires.

10. M. COHEN (Pays-Bas), prenant la parole au nom de l'Union européenne, déclare que l'accord intervenu entre les Puissances administrantes et le Comité spécial marque une étape importante dans l'examen des réalités propres aux territoires non autonomes en question. L'Union européenne espère que ce nouvel esprit guidera les travaux relatifs aux autres projets de résolution et de décision dont le Comité spécial sera saisi dans un proche avenir. Elle se félicite de l'engagement des Puissances administrantes concernées et du Comité spécial à poursuivre le dialogue officiel et elle espère que celui-ci aboutira bientôt à des résultats favorables. M. Cohen remercie le Président de la Commission, les Puissances administrantes et le Comité spécial de leurs efforts inlassables et de leur bonne volonté.

11. M. TAPIA (Chili), déclarant que sa délégation se félicite de participer au consensus, remercie le Président de la Commission et celui du Comité spécial des efforts qu'ils ont déployés pendant ces négociations longues et difficiles.

12. M. RIVERO ROSARIO (Cuba) déclare que sa délégation se félicite de l'adoption de la résolution par consensus et qu'elle a pris note des éclaircissements apportés pendant le processus de négociation. Elle se réserve le droit de prononcer une déclaration en séance plénière lorsque l'assemblée générale prendra une décision finale sur le rapport de la Quatrième Commission.

13. M. POWLES (Nouvelle-Zélande) déclare que bien que la question des Tokélaou, dont la Nouvelle-Zélande est la Puissance administrante, ait fait l'objet d'une résolution distincte en décembre 1996, sa délégation a porté un grand intérêt au projet de résolution qui vient d'être adopté. La délégation néo-zélandaise a collaboré avec le Comité spécial en juillet 1996 dans le but de trouver un terrain d'entente acceptable par tous les membres de la Quatrième Commission. L'esprit de coopération et de compromis qui a régné à cette occasion augurait favorablement des délibérations du Comité spécial en 1997. La délégation néo-zélandaise est convaincue que la décolonisation exige un engagement résolu non seulement de la part des populations des territoires mais aussi de la part de l'ONU et des Puissances administrantes.

14. Mme CHEN Qinghong (Chine) remercie de leur aide le Président de la Commission et celui du Comité spécial et exprime l'espoir que les parties concernées emploieront le projet de résolution comme point de départ afin d'atteindre l'objectif de la décolonisation d'ici à l'an 2000. Constatant que les séminaires régionaux et les missions de visite de l'ONU sont des moyens importants et effectifs de s'assurer de la volonté des populations des petits territoires, Mme Chen exprime l'espoir que les Puissances administrantes feront preuve de bonne volonté et de coopération en vue de parvenir au but fixé pour la Décennie internationale de l'élimination du colonialisme.

15. Mme KHAN-CUMMINGS (Trinité-et-Tobago) remercie le Président de la Commission et celui du Comité spécial du rôle qu'ils ont joué dans les consultations qui ont abouti à l'adoption du projet de résolution d'ensemble sur les territoires non autonomes des Caraïbes et du Pacifique. Elle exprime l'espoir que l'adoption du projet de résolution aboutira à un progrès dans l'exercice du droit à l'autodétermination des populations de ces territoires.

16. M. Al-ATTAR (République arabe syrienne) remercie le Président et les membres du Comité spécial d'avoir créé un climat de confiance qui facilitera la prochaine étape des négociations. Il exprime l'espoir que la Commission et les Puissances administrantes collaboreront en vue de réaliser les buts de la Décennie internationale de l'élimination du colonialisme d'ici à l'an 2000.

ACHÈVEMENT DES TRAVAUX DE LA COMMISSION

17. Le PRÉSIDENT, ayant remercié le Vice-Président, le Rapporteur et les membres de la Commission, déclare que la Commission a achevé l'examen de tous les points dont elle a été saisie à la cinquante et unième session.

La séance est levée à 17 h 40.